



Listes de contenus disponibles sur: [Scholar](#)

La Crise Financière Internationale Et Les Risques Encourus Par Les Entreprises Congolaises

Journal homepage: ijssass.com/index.php/ijssass

LA CRISE FINANCIÈRE INTERNATIONALE ET LES RISQUES ENCOURUS PAR LES ENTREPRISES CONGOLAISES[☆]

LUZOLO MAZUNGA Gloire^{*}

Received 10 August 2022; Accepted 24 August 2022

Available online 31 August 2022

2787-0146/© 2022 IJSSASS Ltd. All rights reserved.

1. INTRODUCTION

L'économie mondiale présente plusieurs façades qui sont, sans doute les éléments constitutifs de son déploiement tangible au sein de chaque société respective de la planète. Nous pouvons citer à l'occurrence les notions des propriétés privées, plus précisément des moyens de production, les concepts de libre échange sur des marchés et la libre concurrence, la notion de l'interventionnisme étatique etc... toutes ces données sont inhérentes au fonctionnement permanemment visible de l'économie dans le quotidien de notre vie.

Il convient par ailleurs de souligner qu'une analyse introspective de l'économie mondiale laisse apparaître un fait indéniable que son fonctionnement au travers l'histoire ne s'opère pas sans neufs. Il existe de cycle de période où l'économie mondiale est parfaitement viable et donc en plein essor ou croissance mais il apparaît de temps où elle est fortement frappée par des crises de nature et d'origine diverse et diversifiée retraçant cette histoire mouvementée, l'économiste Paul KSUGMAN note ce qui suit « celles-ci fut cependant suivie par une période de croissance économique

soutenue dans le monde industrialisé, ponctué de récessions courtes et modernisés alternant avec reprise vigoureuses et soutenues pendant toute une génération »

Notre contribution n'a pas la prétention de s'étendre de manière exhaustive sur l'étude analytique des crises économiques qui ont frappé nos sociétés au cours des temps. Elle a pour objet spécifique de jeter au regard panoramique sur la crise 2008 qui a connu notre humanité contemporaine.

CHOIX ET INTERET DU SUJET

Le choix porté sur ce sujet est dicté par l'ampleur très grande de ce qui était au départ considéré comme une affaire américaine, qui par la suite est devenue une crise planétaire majeure.

A cause du rôle prépondérant des banques dans le financement de l'économie, les entreprises restent la pierre angulaire du développement. Or cette crise touche les activités économiques qui subissent les effets de la conjoncture liée à la récession économique nationale et internationale. Voilà pourquoi, nous avons abordé ce sujet qui est d'une importance quasi-primordiale dans la bonne marche du développement de notre économie.

Le présent travail présente un intérêt capital en ce sens qu'il nous aide (en tant que chercheur) à mieux comprendre les mécanismes de ma crise financière de 2008 et il nous permet également d comprendre la gestion des risques en cours par les entreprises congolaises faire à la crise financière.

PROBLEMATIQUE

Une crise est un phénomène conjoncturel, elle apparait lorsqu'il y a évolution de la conjoncture qui se démarque de l'évolution mondiale

Une crise financière est une crise qui touche aussi les marchés boursiers et les marchés des crédits concerner seulement quelques pays ou initiée dans un pays s'étend par contagion et devenir internationale.

L'onde de choc crée de la crise dite des « surprimes » aux Etats-Unis a atteint l'économie mondiale

D'une manière générale la crise financière touche directement les pays intégrés dans le système financier mondial mais elle répandue jusque dans les pays non intégrés dans le système financier mondial.

Nous posons deux questions majeurs à savoir

- Quelles sont les causes de la crise financière de 2008
- Quels sont les risques encourus par les entreprises congolaises.

HYPHOTESE

Cette crise est marquée par une forte hausse des prix du pétrole et des produits agricoles. La montée exorbitante des prix des actifs et celles associé de la demande sont considérées comme la conséquence d'une période de crédit fiscal des dé régularités et de supervision inadéquates ou d''inégalités croissantes.

Elle est aussi marquée par la baisse des actions et des prix des maisons, des grandes banques américaines et

Européennes ont perdu beaucoup d'argent

En dépit des aides massives accordées par les Etats pour pallier les créances de faillite et de crise bancaire systématique, il en a résulté une récession mondiale qui a conduit à un retentissement du commerce international à une hausse du chômage et à une baisse des prix des produits de base.

METHODE ET TECHNIQUE

Quant à la méthode, nous avons optés pour la méthode historique et quantitative

La méthode historique nous permet d'examiner le processus évolutif de la crise financière actuelle en l'occurrence au premier chapitre.

La méthode quantitative, qui intervient au deuxième chapitre intitulé les risques encourus par les entreprises congolaises, nous permet non seulement de mesurer les implications de la crise financière sur les entreprises congolaises mais également de les illustres à travers les graphiques.

Quant à la technique, nous avons recourus à la technique documentaire qui permet à la consultation des divers documents pertinents.

DELIMITATION DU SUJET

La présente étude est délimitée dans le temps et dans l'espace.

Dans le temps : ce travail analyse que la crise de 2008

Dans l'espace : cette étude est internationale.

CHAPITRE I : DE LA CRISE FINANCIERE INTERNATIONALE DE 2008

Ce chapitre se veut tripartite nous allons sommairement parler de la notion de la crise au premier point suivi de la façon défaillie de l'analyse de cours majeurs en d'autres termes, il sera question en deuxième

point de mettre en évidence les secteurs de déclenchements de la crise le 3^{ème} point s'évertuera à dégager les réponses sociétales de cette crise.

SECTION 1 : APPROCHEMENT

DEFINITIONNELLE DE LA CRISE

ECONOMIQUE DE LA CRISE DE 2008

Selon ma lexique d'économie, la crise économique signifie « le retournement brutal de la conjoncture économique se traduisant par un déséquilibre économique entre un offre pléthorique de bien et des services et une demande limitée, immédiatement suivie par la contraction de l'activité économique qui s'oppose à l'expression » cependant, il est à noter que la notion de la crise considérée comme point de retournement disparaît de plus en plus qui profite d'autres concepts. Aussi ; elle implique dans les langages courants « la phase mène de contraction ou de la dépression ou vue conjoncture générale déprimée pour les difficultés d'une branche ou d'une région ou l'absence des solutions » on peut citer à titre illustratif ici la notion de la récession qui désigne la crise entendue comme un ralentissement général de PIB

Certaines expressions expriment avec ludicieux la notion de la crise, notamment la crise de sous-consommation et la crise de surproduction la crise de sous-consommation explique le retournement conjoncturel perdes débouchés, insuffisants eux-mêmes causés par la faiblesse des rémunérations des travailleurs salaires au bénéfice de l'excès d'épargne de la remonte riche. Elle est dite surproduction lorsqu'il s'agit du retournement conjoncturel généré par d'excès ou la production par rapport aux débouchés, dû lui-même à la suraccumulation (ou surinvestissement)

S'agissant de la crise financière, le terme est employé pour désigner la déstabilisation du système bancaire et financière d'une ou des plusieurs économies elle inclut les monnaies, les institutions financières et les

marchés boursiers.

Arrivé à ce point une question d'être posée. Quelle est ma spécificité définitionnelle de la crise dite financière de 2008 il sied de remarquer qu'elle est une crise financière marquée ou creuse caractérisée par le manque de liquidité et marquée par l'absence de solvabilités tant au niveau des banques que des états et d'une rareté de crédits aux entreprises

Pour les municipalités où ils résident avant de s'entendre sur les institutions financières la baisse sensible de la demande sur le marché immobilier américain occasionnera la diminution des prix sur le marché, « si bien que les créances ne peuvent récupérer la totalité de leurs prêts et essuyèrent des prêts considérables revidant les biens saisis, ce qui provoque l'explosion de la bulle immobilière américaine

Il est également important de relever que cette crise se propagera à l'ensemble de systèmes bancaires et des marchés mondiaux en prenant l'allure d'une crise systématique

C'est dans un contexte de confusion que cette crise s'étendit à l'ensemble des agents économiques en raison de la titrisation. Celles-ci se définissent comme un technique financier consistant à des investisseurs des actifs financiers tels que des créances en transformant ces créances, par le passage à travers une société ad loc., en titre financier sur le marché.

Une titrisation sanctionne en regroupant un portefeuille de créances de nature similaire (prêts immobiliers, prêts à la consommation ...) et que l'on donne à une structure ad loc. (sociétés, fonds) qui en finance le prix d'achat en plaçant des titres auprès des investisseurs ces titres accordent le droit aux investisseurs de recevoir les paiements, les créances, lorsque les factures sont payées ou les prêts immobiliers versent des mensualités ;

C'est dans ce contexte que tous les

établissements bancaires, américains étrangers qui étaient dans ce circuit entrèrent en difficultés et contraints de provisionner leurs dépréciations d'achats faut-il encore ajouter que sans déconsidérer le rôle prépondérant de la politique monétaire américains dans la crise de 2008, certains économistes pensent que les déséquilibres mondiaux constituent le principal secteur de la crise

La population active ayant intégré l'économie mondiale avait connu une connaissance momentanée

Dans cette cène ligne détresse les flux financiers mondiaux avaient considérablement diminué passant de 5% du BIP mondial durant les années 1980 et 1990 à environ 20% en 2007 en outre, mentionnons que ce flux de capitaux connaît un revirement fonctionnel à ses inverses

Il n'a pas comme point de départ les pays riches vers les pays pauvres mais plutôt à sens contraire allant des pays pauvres vers les pays riches ce creusement des déséquilibres financiers internationaux manifestèrent perceptible par l'augmentation des déficits et des excédents de balances courantes est perçu par certains économistes comme l'une des causes principales de la crise. Cela est d'autant plus vrai qu'elle a permis d'entretenir l'énorme gonflement des crédits États-Unis

Elles sont grosso modo les causes principales de la crise qui a servi le code en 2007-2008. A présent traitons de dégager les corollaires ou crise les retomber négatives le plus manifestent

SECTION 3 LES EFFETS DE LA CRISE DE 2008

On ne peut contredire pas d'affirmer, au regard des analyses des économistes, que cette crise fût une hécatombe économique d'une très forte envergure compte tenu de tout cela, il est difficile de différencier avec exactitude le désastre causé par cette crise dans toutes les couches sociales à travers l'humanité

considérée dans sa totalité. Or ce fait essaye de relever les macro-conséquences de cette crise

Disons d'emblée que cet ensemble complexe de situation pré décrite provoque une méfiance interbancaire la perte de confiance entre les banques internationales vis-à-vis de leurs confrères occasionna l'assèchement du marché interbancaire, les banques ayant d'excédent de liquidité n'étaient plus disposées à prêter à celles qui avaient besoin de financement. Alors les banques étaient contraintes à procéder à des ventes de leurs actifs

Pour l'autofinancer, ce qui entraîna une très forte baisse de leurs prix et en même temps les bourses repartirent en baisse une phrase d'ERIC TOUSSAINT exprime avec véhémence le fait en question

« Il s'est produit cette chose inouïe : des banques sont devenues en 24 heures insuffisantes légistes les unes à l'égard des autres pour refuser tout prêt »

Dans le même registre, une autre conséquence est la généralisation de saisies immobilières qui quitte l'Amérique pour s'étendre aussi en Europe parmi les pays touchés, il faut citer l'Espagne où les stocks d'appartement invendus se multiplient en même temps le pétrole, certaines matières premières et des produits alimentaires connaissant sensiblement une hausse de prix et les dollars pendant vertigineusement sa valeur.

Encore faut-il dans ce nombre des corollaires les vagues de licenciement au sein des institutions financières du fait dans énormes pertes essayes. A titre illustratif, après de 52000 suppression des postes chez city group, la première banque mondiale 9200 chez Morgan Stanley 5 à 10% des effectifs chez M&Lynch 2400 chez Nyda Ban corps, cas également dans les banques Européennes 2400 suppressions de postes dans les réseaux des caisses d'épargne l'écureuil la crise avait en outre un impact direct sur la perspective de croissances des États-Unis, de l'union Européenne et des pays émergent car elles furent revues à la baisse. De ces

crises aux points fermes et soulignés, il ressort substantiellement que la crise de 2008 a pour cause majeure la politique monétaire américaine. Plus concrètement, elle est inextricablement liée au marché de la dette américaine à taux variables.

CONCLUSION

La grande crise s'est propagée aux banques de la planète en ayant la forme d'une crise de liquidité. La diffusion de cette crise s'est réalisée avec le mécanisme de la titrisation. Celle-ci octroie la possibilité aux

CHAPITRE 2 : DES RISQUES ENCOURUS PAR LES ENTREPRISES CONGOLAISES A LA SUITE DE LA CRISE FINANCIERE INTERNATIONALE DE 2008

INTRODUCTION

Les risques encourus par les entreprises congolaises à la suite de la crise financière internationale de 2008 sont à mesurer avec la brutalité avec laquelle se sont effondrés de pans entiers de l'économie congolaise au second semestre de l'année 2008, entraînant avec elle l'effondrement tout aussi brutal des entreprises congolaises par la diminution drastique de la capacité de la république et de la banque centrale, respectivement à importer et à fournir les devises étrangères nécessaires au financement des activités d'échange et d'exportation des biens et services dont ces entreprises sont productrices.

C'est pour bien faire ressortir la portée véritable de risques dont question ci-haut que nous nous sommes proposés de procéder successivement ci-après : à cerner la notion même de risque (section 1), avant d'en faire

établissement de crédits de transformer leurs créances peu liquides comptabilisés dans leurs bilans (prêts immobiliers, prêts à la consommation) en des titres négociables beaucoup plus liquides qui quittent le bilan des banques placés sur le marché financier.

Cette description scientifique relative à la crise de 2008 étant clairement indiquée, la voie se fraye à présent vers l'analyse de risques en communs par les entreprises congolaises.

l'énumération section 2).

SECTION 1. NOTION DE RISQUE

Le risque est une notion complexe, de définitions multiples, en ce qu'elle est d'usages multidisciplinaires. Aussi allons-nous, dans le cadre de la présente étude, classer ces différents sens en deux :

- Le sens large (&. 1)
- Le sens strict (&.2)

&. 1. Sens large

Pris dans au sens large, le concept « risque » est très usité depuis le XVIIème siècle. Par exemple, sous la forme de l'expression « courir le risque », notamment pour qualifier dans le sens commun un événement, un inconvénient qu'il est raisonnable de prévenir. La notion de risque est également liée à la gravité des conséquences de l'aléa dont la survenue est probable. Ainsi la commission européenne prend-elle en compte deux éléments fondamentaux dans la définition du concept « risque » : la probabilité que survienne un élément dangereux et la sévérité de ses conséquences¹

¹ <https://m.actu.environnemnet.com>. 8h37, dimanche le 7 juillet 2019.

&2. Sens strict

De tous les sens que peut avoir le concept « risque », il nous a paru opportun de n'en retenir qu'un, celui en rapport avec le sujet sous examen, et tel qu'il ressort des analyses de Céline KEERMISII dans son article intitulé « Vers une définition multidimensionnelle du risque »² C'est d'ailleurs la conception de risque défendue par Nicolas RESCHER qui considère le risque comme « une conséquence ontologique tout à fait objective de la manière dont les choses existent dans le monde³. Selon Céline KERMISH, le statut du risque se révèle intrinsèquement ambiguë tant au niveau ontologique (A) qu'épistémologique (B).

A. Sur le plan ontologique

En tant que catégorie ontologique le risque est considéré dans sa dimension réaliste. Il consiste, sous ce rapport, en une conjonction de deux éléments principaux :

La possibilité de la réalisation d'un événement et ses conséquences négatives.

B. Sur le plan épistémologique

En tant que catégorie épistémologique, le risque est pris dans sa conception représentationnelle.

Sous cet aspect, le risque est, en revanche, associé au produit de la probabilité d'apparition d'événements indésirables par l'amplitude de ses conséquences. Pris dans ce sens strict, la notion de risque au concept de risque financier qui revêt à son tour deux connotations :

L'une, économique (2). Et l'autre, financière (B).

1. la connotation économique

Au sens épistémologique mais spécifique, le concept de risque est associé à l'économie. Sous ce rapport, en effet, le concept de risque :

- 1°. Correspond aux différents risques inhérents aux activités bancaires et financières, en général,
- 2°. Et concerne l'ensemble des agents économiques

2. la connotation financière

Dans un sens épistémologique, mais plus spécifique encore, la notion de risque est définie, sous aspect strictement financier, par trois facteurs :

- la composition du risque (a) la nature des activités concernées (b)
- .et le types d'acteurs desdites activités(c)

a) . Selon la composition du risque

En terme de composition et au sens plus strictement spécifique - sens dans lequel il est pris dans la présente étude-, le concept de risque renvoi aux risques tels que :

- 1°. Le risque de change,
- 2°. Risque de taux,
- 3°. Risque de liquidité

b) . Selon la nature des activités concernées par le risque

De par sa nature, le risque financier, au sens strictement spécifique du terme, a trait aux activités essentiellement :

- 1°. Bancaires 2°. Et financières

c) . Selon le type d'acteurs des activités ayant trait au risque

Quant aux types d'acteurs concernés par le risque au sens strictement spécifique, la doctrine en cite deux qu'elle

² KERMISCH, C,
op.cit.https://journals.openédition.org/vertigo/122214,
13h40, dimanche le 7 juillet

³ Ibidem.

place, par ailleurs, au premier rang :

- 1°. Les banques
- 2°. Et les institutions financières.

SECTION 2 - ÉNUMÉRATION DES RISQUES

Cassimon D. et Verbeeck, K. ont utilisé un cadre conceptuel à deux niveaux de transmission ⁴pour évaluer l'impact de la crise financière internationale de 2009 sur les entreprises congolaise:

- Le niveau externe (& 1),
- Et le niveau interne (&2)

& 1. Au niveau externe

Il s'agit du niveau par lequel l'onde de choc de a éteint l'économie nationale à travers les principales composantes de la balance de paiements agissant ainsi comme des canaux de contagion⁵,

Au niveau externe, en effet, les risques encourus par les entreprises congolaises à la suite de la crise financière internationale du 2008 sont mesurés, selon le professeur KAPUTO SAMBA, par :

- La faible proportion du commerce extérieur sur le Produit Intérieur Brut (PIB),
- Le très faible degré d'ouverture de l'économie congolais sur le marché international, expression de de sa toute aussi faible intégration à l'économie mondiale,
- Sa connexion quasi superficielle aux flux financiers, commerciaux et technologiques.

En d'autres termes, sans tenir compte de sa faible

⁴ CASSIMO, D ET VERBECKE, K. (2009), Economie Crises in low- income African Countries. Case study Démocratie Republic of Congo, cite par KAPITO S. *Op.cit.p.655*.

⁵ KAPUTO SAMABA. *Ibidem*.

intégration à l'économie mondiale, l'économie congolaise, en général, et les entreprises nationales, en particuliers ont été touchées, au niveau de transmission extérieur, par la crise financière internationale de plein fouet, à travers le commerce extérieur et les transactions internationales, les investissements directs étrangers et l'aide publique au développement.

& 2. Au niveau interne

Il s'agit du niveau où l'on a pu évaluer l'impact à court, moyen terme, des chocs externes sur les prix, l'emploi, l'accès aux biens et services, les transferts fiscaux et, en définitive, sur la croissance économique et la pauvreté⁶.

Les chocs de la crise financière internationale sur les entreprises congolaises ont exacerbé la vulnérabilité de ces dernières déjà dues par un ensemble de facteurs exogènes et androgènes justificatifs de la précarité de la position extraverties de l'économie congolaise, dont notamment :

- La domination des ressources publiques par les droits sur le commerce extérieur sur quelques produits de base, le caractère embryonnaire du système financier national,
- et l'ouverture du compte du capital de la balance des paiements, depuis les mesures de libéralisation, en 1993, dans la foulée des programmes dits d'ajustement structurel (PAS) du Fond monétaire International.⁷

Le retentissement de la croissance dans les pays

⁶ *Ibidem*.

⁷ Il sied de noter que, malgré des espoirs qu'elle avait suscités alors, la politique de libération de l'économie congolaise n'a entraîné ni intégration du pays au système financier global, ni augmentation des investissements directs étrangers, ni même la stabilité politique et économiques qui a continué d'ailleurs à faire défaut au pays jusqu'à ce jour.

demandeurs des produits primaires consécutif à la crise financière internationale a eu comme conséquences, sur les entreprises congolaises : le ralentissement de la production dans plusieurs branches de l'économie, le déséquilibre des finances publiques, l'amenuisement des réserves de change, la réduction de la capacité d'intervention des autorités budgétaire et monétaire, respectivement, sur le marché de change et le marché de biens et services.:

L'onde de choc de la crise financière internationale de 2008 s'est rependue sur toutes les entreprises congolaises, à quelques secteurs qu'elles appartiennent, et ce :

- depuis le secteur primaire, (A)
- jusqu'au secteur tertiaire (C)
- en passant par le secteur secondaire(B)

A. Dans le secteur primaire

Ainsi donc dans le secteur primaire, ont été durement affectées par le choc de la crise financière internationale de 2008, les activités des entreprises congolaises respectivement en rapport avec l'exploitation agricole(1) l'exploitation forestière (2) et l'exploitation minière (3)

1. S'agissant de l'exploitation agricole

L'agriculture représente une bonne partie du PIB de la République Démocratique du Congo et constitue la principale source de revenu, surtout chez les pauvres. La grande crise de 2008 a imposé des lourdes contraintes sur les entreprises congolaises du secteur forestier avec comme conséquences :

- 1°. Les cours du café avaient perdu plus 20% de leur valeur entre février 2008 et février 2009,
- 2°. Le café arabica était passé de 131,10USD au mois de juillet 2008 à 99,00 USD au mois de février 2009 soit- 24,49% de chute,

- 3°. Le café robusta passait de 11, 09USD au moins de juillet 2009 à 81,75USD au mois de février 2009 soit -28,97%. La diminution des recettes d'exportation empêchait le gouvernement de financer l'importation des facteurs de production dont il avait besoin et donc d'amortir les effets négatifs de la crise sur l'économie ; situation d'incapacité qui a, à coup sûr, amplifié les effets de la crise alimentaire.
- 4°. du fait que le pays soit importateur des denrées alimentaires, qui sont une composante majeure de l'indice des prix à la consommation, les dépréciations avaient alors entraîné une hausse des produits alimentaires que les moins nantis avaient du mal à se procurer⁸.

2. S'agissant de l'exploitation forestière

Le secteur forestier constituant, on le sait, la deuxième source de recettes de l'Etat congolais, on s'attendait - et ce qui s'était effectivement produit - à ce que le choc de la crise financière de 2008 sur les entreprises nationales du secteur forestier fut brutal avec entre autres conséquences notoires :

- 1°. Une forte chute des prix et de la demande,
- 2°. l'annulation de certaines commandes du bois faites par l'Europe et l'Asie⁹

3. S'agissant de l'exploitation minière

L'exploitation minière congolaise n'avait pas été épargnée par les effets de la crises financière de 2008, étant donné que celle-ci avait imposé une lourde contrainte sur ce pays combien dépendant des ressources

⁸ Ainsi l'on a pu constater que la crise financière n'avait fait qu'empirer les effets de la crise alimentaire. L'impact était particulièrement marqué sur les entreprises congolaises du secteur agricoles qui affichaient d'importants déficits dans le commerce des produits alimentaire AMESILA AKWELO. Op.cit.p.15).

⁹ AMESILA AKWELO, Op.cit.p.16

naturelles dont le cuivre, le pétrole, le bois et le diamant avant la crise, la RDC avait bénéficié des prix élevés d'exportation de ses produits miniers et que cela avait eu un effet positif sur le social de la population, la situation s'était renversée depuis 2008, ou l'on a noté une chute brutal des cours du cuivre, du cobalt, etc. sur le marché international, avec conséquences :

- 1°. L'entrée de l'économie congolaise en récession et l'aggravation de l'incidence sur la pauvreté,
- 2°. la baisse de revenus de 16% au Congo¹⁰, consécutive à la baisse des prix des matières premières ;
- 3°. Les risques réels de l'effacement de tous les gains enregistrés dans ce secteur au cours des dernières années.

B. DANS LE SECTEUR SECONDAIRE

Dans le secteur secondaire, ont été atteintes durement affectées par le choc de la crise financière internationale de 2008, les activités des entreprises congolaises respectivement en rapport avec l'industrie extractives (1) l'industrie de construction (2)

1. Concernant l'industrie extractive : Le choc de la crise financière de 2008 sur les entreprises congolaises du secteur de l'industrie extractives était à ce point brutal que plusieurs projets d'investissement initiaux ou d'expansion dans les industries extractives avaient été retardés, arrêtés ou redimensionnés. Ainsi par exemples :

1°. Les opérations d'extraction de mine à ciel ouvert de Tilwezembe et le traitement de minerai à Kolwezi (dans la province du Katanga) ont été suspendues en raison de l'effondrement des cours

du cobalt. 2°. Plus de 70 sociétés d'exploitation de cuivre et du cobalt, opérant dans la province du Katanga, avaient été contraintes soit de suspendre totalement leurs activités de production, soit de les ralentir.

3° Ces fermetures auraient engendré, selon le ministère des mines, une perte de 300.000 emploi, avec effet indirect sur la pauvreté, en raison de leurs incidences sur l'emploi¹¹ 'et du fait de la baisse de prix des matières premières, l'économie mondiale étant un tout complexe et lié, les valeurs boursières des sociétés minières congolaises avaient aussi chuté, occasionnant la suspension, au Katanga, des activités de production et de transformation de plusieurs entreprises, dont notamment, Anvil Mining, BHP Billiton, Forrest intentionnal¹².

2. Concernant l'industrie de construction

Les risques encourus par les entreprises congolaises à la suite de la crise financière internationale de 2008 n'ont pas impacté négativement le secteur de construction en République Démocratique du Congo.

Ce dernier a, au contraire, connu un essor considérable. Pour preuve, si besoin en était, de nouvelles maisons au style moderne, avaient poussé ça et là, et ce malgré la hausse des prix des biens de construction : ciments, briques, sable...

A. DANS LE SECTEUR TERTIAIRE

Dans le secteur tertiaire, ont été durement affectées par le choc de la crise financière internationale de 2008, les activités des entreprises congolaises respectivement en

¹⁰JOWARD KERDOUDI, Les pays en développement, les grandes victimes de la crise.p.16.

¹¹ REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE D CONGO, « Déclaration de la RDC à l'occasion de la conférence des nations-unies

¹² MOHAMED BENHAMMOU, 0p.cit.,p.6

rapport avec la télécommunication 1) le commerce(2) les banques(3) l'administration publique(4)

1. Quant à la télécommunication

Le secteur de la télécommunication était l'un des plus touchés par la crise financière internationale de 2008. La consommation des unités est passée, en effet, de 225.507 millions en janvier 20 à 235.023 millions en avril pour tomber à 174.441 millions en octobre de la même année.¹³

d) Quant au commerce

Suite à la récession perceptible dès le troisième trimestre, les exportations ont, en 2008, régressé d'environ 56,3% alors que les importations ont poursuivi une ascension. En 2009, les exportations ont subi une baisse massive de 42% et les importations de 22%. Il y a peu de pays où l'exportation des matières premières brutes joue un rôle aussi prépondérant qu'en RDC avec 73,7% de la valeur des exportations, les métaux (cuivre, cobalt, zinc, cassitérite,...) venant en tête suivis par le pétrole (11,9%) et le diamant (10%)¹⁴

4. Quant aux opérations bancaires

Le secteur bancaire congolais- sur lequel s'était répercutée durement la baisse des activités minières- avait senti les effets de la crise financière internationale de 2008 par les faits ci-après :

1°. une diminution drastique de l'offre de devises sur le marché, entraînant avec elle d'énormes difficultés de trésorerie dans les banques

¹³ ESISO FATUMA, *Op.cit* Cité par AMESILA AKWELO, *op.cit*.p.20

commerciales

2°. la perte de la valeur du Franc Congolais face au dollar américain¹⁵

3°. la chute des réserves de près de 400% passant de 253,1 millions de dollars américains en 2008 à 77 millions de dollars américains au mois de décembre 2008.

e) la détérioration des termes de l'échange de 62 en 2008 : le taux d'inflation s'est ainsi chiffré, à la fin de 2008, à 27,6% contre une prévision de 23% 5°. la perte de points de croissance : le taux de croissance en 2008 était estimé à 6% contre une prévision initiale de 10%; les perspectives de 2009 situant la croissance à 2,7% soit en dessous du taux de croissance démographique de 3,3%¹⁶

^{17 18}

CONFEDERATION SUISSE, *Op.cit.*, p.4

L'économie congolaise est, à date encore, fortement dollarisée : déjà en 2009, les statistiques renseignaient que les dépôts bancaires en monnaie étrangère représentaient, en 2007, 85% du total des dépôts dans les banques commerciales et 49% de la masse monétaire. Fin septembre 2008, les dépôts en monnaie étrangère s'élevaient à 1,162 milliard de dollars US contre l'équivalent de 655,7 millions US de dépôts en monnaie nationale

¹⁵ L'économie congolaise est, à date encore, fortement dollarisée : déjà en 2009, les statistiques renseignaient que les dépôts bancaires en monnaie étrangère représentaient, en 2007, 85% du total des dépôts dans les banques commerciales et 49% de la masse monétaire. Fin septembre 2008, les dépôts en monnaie étrangère s'élevaient à 1,162 milliard de dollars US contre l'équivalent de 655,7 millions US de dépôts en monnaie nationale.

¹⁶ *Idem*, p.21.

¹⁷ AMESILA AKWELO, *Op.cit.*, pp.1-21.

¹⁸ Face à cette situation, le gouvernement congolais se trouvait dans une situation de manque des ressources pour financer les infrastructures des voies de communication, les infrastructures énergétiques et les services sociaux de base. Les écoles et les hôpitaux étaient oubliés (AMESILA AKWELO, *Op.cit.*, p.22).

f) Quant à l'administration publique .

Nombre d'études consacrées aux risques encourus par les entreprises congolaises à la suite de la grande crise de 2008 révèlent que celle-ci avait successivement :

1° provoqué, au premier trimestre 2009, une forte baisse de recettes publiques (budgétaires et fiscales), aussi bien celles provenant des régies financières que celles provenant des produits miniers et pétroliers, entraînant un accroissement des déficits publics. En termes réels, elles étaient passées de 230,3 millions USD en mars 2008 à 175,9 millions USD en mars 2009, soit une baisse de 23,6%¹⁸

2° contribué à l'exacerbation des conflits sociaux exprimés notamment à travers des grèves dans les entreprises publiques et privées, et de difficultés à payer régulièrement les salaires des agents de la fonction publique et des entreprises publiques¹⁹.

- 3° Causé le rétrécissement de l'espace budgétaire pour financer la restauration totale de l'autorité de l'Etat dans certaines contrées de l'Est de la République où les populations déplacées en grand nombre étaient victimes de violations diverses.

¹⁹ En effet, la RDC est si proche des seuils de pauvreté qu'une crise économique se transforme rapidement en une crise sociale (AMESILA AKWELO Op ; cit.p.22).

Pour tout dire, si les activités minières ont été les premières durement touchées par la crise financière internationale de 2008, il y a lieu de signaler, à la suite de l'analyse du professeur MUKOKO SAMBA, que la chute des cours des matières premières avait commencé bien avant le déclenchement de la crise.

Tableau 1 : Evolution des prix des produits miniers d'exportation

	Décembre 2007	Juillet 2008	Novembre 2008	Décembre 2008	Janvier 2009	Février 2009
Pétrole brut (USD// baril	95,0	147,0	50,6	38,9	41,6	44,1
Cuivre (USD /ton	5.346,5	5477,4	3.580, 0	2.811	1. 076,5	3.385,0
Cobalt (USD /I b)	29,4	38,1	17,0	16,5	17	15,0
Or (once)	,6	940,0	, 815,7	869,7	928,7	939,8
Diamant (carat)	22,6	32,1	16,2	8,12		

Source : Banque Centrale d Congo, 2009 et DRC, Sous-Commission macroéconomique, 2008.

A l'exception de l'or dont le prix sur marché international a poursuivi son ascension, malgré une contraction en novembre 2008, les prix des principaux produits miniers d'exportation nationale congolaise se sont littéralement affaiblis dès le dernier trimestre 2008. Combinée à l'augmentation des prix de produits alimentaires, cette évolution a fortement affecté la balance des paiements²⁰. (Tableau n°1)²⁰ Casimon Et Verbecke, ont estimé l'effet de la crise sur le solde de la balance des paiements à près de 5,5 milliards de dollars US pour 2009.

Tableau 2 : Balance des paiements (2007-2009 en millions USD (MUKOKO SAMBA, Economie congolaise face à la crise financière internationale, (Op.cit.p.656')

Balance commerciale	2007	2007	2008	2008	2008	2009	2008	2009
	Déc.	Sept	Déc.	Est.	Sept.	Proj.	Effet	effet
Compte courant	-188	1.168	-569	61.39	-2.399	-2.927	-1.214	-528
Balance commerciale	886	-484	861	-125	-753	-2.073	-986	1.320
Exportations	6.143	3.033	7.052	6.586	6.705	2.995	-466	3.700
Dont produits	5.108	2.280	5.643	5.422	5.410	2.362	-221	3.048
Importations	5.257	3.517	-6.191	-6.711	-7.457	-5.067	520	2.390
Dont importations	-793	-491	-502	-1.109	-461	-1.237	-607	766
Services	1.225	-734	-1.242	-1.624	-1.400	-1.253	382	-147
Revenus	-635	-411	-761	-1.265	-680	-680	504	0
Transferts courants	787	462	573	1.231	434	1.078	658	644
Dont aide officielle	740	429	540	1.019	415	954	479	539
Compte de capital	477	733	131	1.154	2.574	1.568	1.023	1.006
Dont IDE	374	966	1.616	1.713	2.449	621	97	-1.828
Balance globale	-307	-434	-438	-628	175	-1.359	-190	-1.534

Source : Fonds Monétaire International(FMI) et Autorités Congolaises

L'affaissement brutal des exportations qui s'en est suivi a été tel que le niveau projeté en décembre 2008 ne représentait plus que la moitié du niveau attendu si la

tendance observée depuis 2006s'était maintenue II n'est pas jusqu'aux investissements directs étrangers qui ont été épargnés par le choc : leur contraction dont le veau projeté pour 2009 retombait sous la barre de 1 milliard US, alors que la tendance observée depuis le boom minier

l'aurait placé à plus 2 milliards (tableau n° 2).

Dans l'ensemble, l'effet de la crise sur la balance global était évalué à 1,5 milliards us²⁰. Ce choc évalué à près de 4 milliards us représentait le tiers de la production nationale brute ; un niveau extrêmement élevé toujours est-il que les effets d'un tel choc se sont fait sentir sur le niveau des réserves de change qui ont littéralement plongé à partir de septembre 2008.

En mars 2009 :

les réserves de change ne représentaient plus qu'à peine un jour d'exportation²¹

la production du cuivre a reculé de 31% au dernier trimestre 2008 la production du diamant s'est littéralement écroulée²² la production du pétrole brut a affiché un taux de croissance de -4.4%^{23 24}

Les contre-performances des entreprises congolaises du secteur des productions (consécutives au choc de la crise financière internationale sur ces dernières ont affectée le secteur des services ainsi, dans le secteur de télécommunications :

La consommation des unités était passée de 225.441 millions en janvier 2008 à 235.023 millions en avril pur tombé à 174.441 millions en octobre.

Certaines entreprises de télécommunication ont

²⁰ Si l'on ajoute à ce montant la contraction des importations évaluée à 2,4 milliards Us, on obtient une estimation primaire du choc que la crise a exercé sur la balance des paiements (Ibidem).

²¹ Ibidem.

²² Ma minière de Bakwanga (Miba) a cessé de produire à la fin 2008.

²³ Réduisant les recettes pétrolières à 2 millions us en janvier 2009 contre une moyenne mensuelle de 52.0 millions us. la production du bois a été affectée en partie,²⁴

²⁴ Par l'annulation de certaines commandes du bois faites par l'Europe et l'Asie, suite à la récession économique mondiale.

été amenées, en début 2009, à réduire leurs effectifs.

Le commerce a connu, au deuxième trimestre 2008, un recul à cause de l'affaiblissement de la demande ; dans les cinq ans qui ont suivi la crise : le taux de croissance du PIB a été largement revu à la baisse, entraînant une baisse considérable des recettes de l'Etat au dernier trimestre 2008²⁵,

Celles provenant des régies financières Celles provenant des produits miniers Celles provenant des produits pétroliers.

SECTION 3 - POLITIQUE DE LUTTE CONTRE LES RISQUES

Les risques encourus par les entreprises congolaises à la suite de la crise financière internationale de 2008 ont constitué pour ces dernières un véritable choc qui s'est traduit à la fois par une diminution drastique de la capacité du pays à importer et celle de la Banque centrale du Congo à fournir aux entreprises les devises étrangères nécessaires au financement de leurs activités. Des pans entiers de l'économie congolaise se sont ainsi effondrés, dès le premier semestre de l'an 2008, et ce, nonobstant sa faible intégration à l'économie mondiale.

Il fallait que s'organise une lutte contre les risques encourus par les entreprises congolaises. En pareille circonstances, la solution la plus rapide eut résidé dans un ajustement interne. Mais il semble que le prix payé par la république en terme de contraction de 2,4 milliards USD d'importation, et le niveau plancher des réserves de change ne laissent aucune marge aux autorités pour opérer des ajustements additionnels consistant en l'affectation des réserves ou la diminution des importations. La solution - un vrai miracle - est venue

²⁵ En termes réels, ces recettes étaient passées de 2030.3 millions USD en mars 2008 à 175.9 millions USD en mars 2009, soit une baisse de 23.6%.

d'ailleurs, c'est-à-dire, de la communauté internationale.

Car le choc sur la balance des paiements était tel et le niveau de réserves de change tellement bas que le poids de l'ajustement à opérer a été essentiellement porté par la communauté internationale. Il a fallu, en effet, une mobilisation de la communauté internationale pour résorber le large gap de financement extérieur du aux effets de la crise ayant permis de diminuer sensiblement la pression sur le Gouvernement à la fin du premier trimestre 2009.

Le crise ayant révélé à la fois la très forte vulnérabilité de l'économie congolaise aux chocs exogènes et l'étroite marge de manœuvre du gouvernement pour faire face à ce type de situation, il avait fallu recourir à la communauté internationale pour initier toute une politique de lutte contre les risques encourus par les entreprises congolaises à la suite de la grande crise pré-rappelée et à propos de laquelle (politique), nous nous poserons ici deux questions, à savoir

quelles étaient précisément des mesures ? (&. 1)

- et quelle en était l'efficacité ? (&.2)

I. MESURES DE LUTTE

La principale leçon qui en découle est la nécessité et l'urgence d'accroître la résilience de l'économie congolaise en général, celle des entreprises congolaises en particulier. C'est ce à quoi s'est employée la communauté internationale, venue aussitôt au secours de la République Elle a rapidement mis sur pied deux sortes de mesures de lutte contre les risques encourus par les entreprises congolaises :

- Les mesures d'atténuation des effets de la crise (A)
- Et le plan de sortie de crise(B).

A. MESURE D'ATTENUATION

Sous l'instigation des institutions internationales, et Gouvernement Congolais avait alors mis en place un éventail de mesures destiné à atténuer les effets de la crise sur l'économie nationale en générale et sr les entreprises congolaises en particulier. Ces mesures consistaient entre autre en un programme d'urgence d'atténuation des impacts de la crise financière internationale(PUAICF); Dans ce cadre, il a sollicité l'appui des institutions internationales dont la banque mondiale, la banque africaine de développement et l'union européenne.²

Il s'agissait principalement d'un programme ciblé à la balance des paiements couplés à des engagements du gouvernement pour allouer la contre-valeur en monnaie locale des ressources en devises à des dépenses urgentes du budgets 2009., et dont les objectifs opérationnels étaient : la facilitation de l'approvisionnement en marchandises et produits importés de premières nécessité et la facilitation du financement de dépenses prioritaires urgentes du budget 2009.²⁸

Le conseil d'administration du groupe de la banque africaine de développement a approuvé le 6 mai 2009 l'octroi d'un don du fonds africain d développement(FAD) de 65 millions d'UC (unité de compte), équivalent à 97,18 millions USD, à la RDC en vue de financer ledit programme.(AMASILA AKWELO, op.cit. p.2).

Le programme avait été mis en œuvre sur un an au maximum à partir de mai 2009,.Formulé en étroite coordination avec les principaux bailleurs de fonds de la RDC dont le FMI et la Banque mondiale, il était en ligne avec la lettre de politique du gouvernement pour atténuer l'impact de la crise et sa La République a, en outre bénéficié d'un appui à la balance de paiements et d'un appui budgétaire, tous deux financés par la banque

mondiale, le fonds monétaire international(FMI), la banque africaine de développement(BAD), l'union européenne et la Belgique. En raison de la crise, les comptes extérieurs du pays se trouvaient dans le rouge. Les réserves internationales de change de la Banque centrale du Congo(BCC) avaient atteint un niveau historiquement bas fin 2008, suite à la chute des recettes d'exportation (mines, pétroles) menaçant la capacité de la république à financer ses importations.

Ainsi, le gouvernement et la BCC comptaient sur les flux attendus de l'extérieur pour renforcer les réserves internationales de change de la BCC et faire face aux conséquences de la crise. Les appuis budgétaire de la banque mondiale et de la BAD avaient, notamment permis de financer les importations de certains biens de première nécessité, d'assurer la paie des enseignants du niveau primaire et secondaire et de payer les factures de consommation d'eau et d'électricité de l'Etat. Les appuis de la balance de paiement devaient, par ailleurs permettre à la BCC de reconstituer les réserves de changes qui devaient remonter à plus de 250 millions USD fin mars 2000 et après de 850 millions USD, fin août, grâce à des nouvelles facilités offertes par le FMI.

B. PLAN DE SORTIE

Le plan de sortie de crise conçu par le pouvoir politique comportait quant à lui, cinq axes d'intervention ci-après :

- La recherche de l'allègement substantiel de la dette extérieure à bref délai avec l'assouplissement des conditionnalités pour la conclusion d'un programme avec le fonds monétaire international(FMI) à travers l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés(PPTE) et au-delà à travers l'éligibilité à l'initiative de l'annulation de la dette multilatérale. Conception avait pris en

compte les directives en matière de réponse de la banque à l'impact économique de la crise.

- L'appui aux réformes entreprises par le pays notamment en matière d'amélioration du climat des investissements ;
- La diversification des sources de croissance de l'économie congolaise à travers le développement du secteur agricole, afin d'assurer la sécurité alimentaire et celui du secteur industriel en vue de soutenir la valorisation locale des ressources minières, forestières et agricoles pour une valeur ajoutée accrue et une réduction de dépendance des exportations des matières premières,
- La mobilisation accrue des ressources financières afin de relever les contraintes qui bloquent le développement de l'agriculture et de l'industrie en vue de financer les infrastructures énergétiques et de communications ;
- Le soutien au développement de la consommation intérieure pour les produits locaux afin de sortir le pays de sa situation de réservoir des matières premières, ainsi que de réduire sa dépendance vis-à-vis des exportations des matières premières et de l'importation des produits de consommation courante²⁹ ;

&.2. EFFICACITE DE LA LUTTE

L'efficacité de mesures de lutte contre les risques encourus par les entreprises congolaises du fait de la crise financière internationale de 2008 peut être appréciée à deux niveaux :

- au niveau global, (A) et à celui spécifique(B)

A. Au niveau global

A en croire AMASILA AKWELO, l'ensemble de mesures prises par le gouvernement en vue de lutter contre les effets de la crise financière. Internationale sur l'économie congolaise en général, et sur les entreprises nationales, en particulier, avaient contribué, tant soit peu, à faire face à cette crise, même si celle-ci n'a pas eu des répercussions considérables sur l'emploi. En effet, les appuis budgétaires de la banque mondiale et de la BAD ont permis à l'Etat Congolais

4. D'assurer la continuité des services publics, notamment en payant les fonctionnaires, en particulier les enseignants du niveau primaire et secondaire pour éviter que ceux-ci partent en grève,
5. D'importer, comme toujours, les biens de premières nécessités pour stopper la hausse ou la montée en flèche de prix de ces biens, laquelle hausse aggraverait la crise alimentaire, notamment, et occasionnerait, sans nul doute, de vives tensions sociales

B. Au niveau spécifique

A un niveau spécifique, l'efficacité des mesures de lutte contre les risques encourus par les entreprises congolaises à la suite de la crise financière internationale de 2008 peut s'apprécier par rapport à la mise en œuvre du programme d'urgence d'atténuation des impacts de ladite crise, le PUAICF, financé, comme on le sait, par la BAD.

CONCLUSION

Il ressort de maintes analyses s'y rapportant, que, plus de dix ans après son application, le programme susvisé a eu comme résultats :

1. Le renforcement des capacités de l'Etat Congolais à lutter contre la fraude et les violences faites aux personnes vulnérables, notamment dans les quelques contrées où subsistent encore des proches d'insécurité,
2. L'amélioration des mécanismes nationaux de pilotage et de coordination de l'aide au développement en vue d'assurer le respect des principes, particulièrement ceux de l'appropriation et de l'alignement sur les priorités nationales, contenus dans la déclaration de Paris.,
3. Le soutien au développement de la coopération Sud-Sud à l'exemple de celle que République Démocratique du Congo entretient avec les pays comme la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud.

A présent, il nous faut conclure. Avec beaucoup de témérité, certes. Car ce sujet n'est pas de ceux auxquels l'on peut facilement mettre un point final. Notre intention n'était pas de le faire. Plus modeste, elle était simplement celle d'ajouter un point d'interrogation de plus à une question souvent posée : à savoir ce qu'il en est de risques encourus par les entreprises congolaises à la suite de la crise internationale financière de 2008

Le 15 septembre 2008, faut-il en effet le rappeler, Lehmann Brothers fait faillite. La chute de l'une des plus grandes banques d'investissement dans le monde, la quatrième puissance de Wall Street aux Usa, avait marqué, pour l'opinion publique, le début de la plus grave' crise financière de ce siècle finissant, dont les effets ont constitué un véritable choc sur l'économie mondiale en général et sur les entreprises congolaises en particulier.

C'est combien la crise déclenchée par des tristes événements qui se sont produits sur le marché immobiliers aux US s'est propagée à toutes les régions du monde et combien les conséquences en ont été désastreuses pour le commerce, la croissance et les investissements mondiaux, emportant avec elle, en République Démocratique du Congo, entreprises, mines revenus et moyens d'existence.

S'agissant particulièrement des entreprises congolaises- notre sujet d'étude- il a été remarqué que nonobstant leur faible intégration à l'économie mondiale, c'est à travers le commerce extérieur et les transactions internationales (investissement directs étrangers, aide publique au développement) que l'économie congolaise - et partant-, les entreprises nationales ont avait été touchées par la crise internationale.

Le ralentissement de la croissance dans les pays demandeurs de produits primaires - l'un des effets - choc de la crise susvisée sur l'économie mondiale - avait alors entraîné à son tour le ralentissement de la production dans plusieurs branches de l'économie congolaise en général et dans les entreprises nationales, en particulier, et ce, dès le dernier trimestre de l'année 2008.

C'est à-dire au moment même où la capacité d'intervention des autorités budgétaires et monétaires sur, respectivement, le marché de change et le marché des biens et services est sensiblement réduite par deux effets importants de la crise susvisée sur les entreprises congolaises :

- Le déséquilibre des finances publiques, d'une part

- Et l'amenuisement des réserves de change, de l'autre

Dans l'ensemble, les effets de la crise sur la balance globale sont évalués, à 1,5 milliards USA. Si l'on ajoute à ce montant la contraction des importations de 2,4 milliards US, on obtient une estimation du choc que la crise a exercé sur la balance des paiements de la République Démocratique du Congo. Ce choc de près de 4milliards US représentait le tiers de la production nationale brute. Les effets d'un tel choc s'étaient fait sentir sur le niveau des réserves de change qui ont littéralement plongé à partir de septembre 2008, pour ne représenter en mars 2009 qu'à peine un jour d'importation.

La crise a donc, à la fois, diminué la capacité du pays, et partant celle des entreprises congolaises, à importer et aussi la capacité de la Banque Centrale du Congo à fournir aux dites entreprises, les devises étrangères nécessaires à leurs activités. Et la solution idoine en pareille circonstance, aurait été d'opérer des ajustements additionnels en termes d'affectation des réserves ou de diminutions des importations. Les autorités nationales ne disposaient pas d'une manœuvre suffisante pour résoudre ainsi le problème. : tant le choc sur la balance des paiements étant violente le niveau des réserves de changement tellement bas.

C'est alors que le miracle se produisit :La communauté internationale vint en rescousse des entreprises congolaises et accepta - et c'est en cela que réside le miracle- de supporter l'essentiel du poids de l'ajustement à opérer, sous l'instigation des institutions internationales donc, plusieurs plans d'ajustement furent mis en œuvre : depuis PUAICF, jusqu' au DCRP et passant par le FRPC et autres PPTE ; le tout en vue d'atténuer tant soi peu les effets

de la crise sur les entreprises congolaises, et au final, de les sortir de ce marasme.

L'analyse de risques encourus par les entreprises congolaises à la suite de la crise financière internationale de 2008 a mis à nu certaines caractéristiques de l'économie congolaise d'alors, dont : sa très grande vulnérabilité aux chocs exogènes et l'étroite marge de manœuvre du gouvernement pour faire face à ce type de situation, mais aussi et surtout la nécessité d'accroître sa résilience

C'est ainsi que la mobilisation de la communauté internationale en vue de la résorption du gap de financement extérieur du aux effets de la crise devait permettre de diminuer sensiblement la pression sur le Gouvernement de la République à la fin du premier semestre 2009. et l'ensemble de mesures de réforme que le gouvernement avait prises par la suite devait constituer un instrument de relai de tous ces efforts en vue d'une nouvelle gouvernance des entreprises congolaises avec un triple objectif :

1. Améliorer la sécurité juridique et la protection des investissements afin d'accélérer les projets déjà en cours, notamment dans le secteur minier et faciliter le démarrage de grands projets ;
2. Opérer l'ajustement budgétaire nécessaire pour que, à la suite du programme macroéconomique soutenu par la FRPC, il fut possible de créer l'espace minimum nécessaire à la prise en charge de dépenses urgentes que pouvait nécessiter la consolidation de la situation sécuritaire à l'Est du pays sans que cela débouche sur une forte détérioration des finances publiques ;
3. Créer au sein de l'économie réelle un espace de choix d'investissements à travers la transformation des entreprises publiques, le désengagement progressif de l'Etat des entreprises d'économie mixte, et plus tard le désengagement de l'Etat des entreprises publiques

aujourd'hui transformées en sociétés commerciales.

BIOGRAPHIE

1. AMESILA AKWELO P., *La crise économique mondiale et son impact direct en République Démocratique du Congo*, UNIKIS, 2012, Kisangani
2. MUKOKA SAMBA (2008) "Crise globale: leçons et perspectives pour la République Démocratique du Congo", Séminaire du CISR1. 22 septembre 2008
3. MOHAMED BENHAMMOU, *l'impact de la crise économique international sur le développement économique et social en Afrique*, Tanger, Novembre 2009
4. MIRIAM MANNAK, le chômage augmente puisque la crise mondiale touche l'industrie minière, IPS, Lubumbashi, 2009
5. BAHARANYI NACIYIMBA S., "Eléments d'une économie au service du développement de la nation, in Congo-Afrique. N°439, Novembre 2009, Kinshasa
6. LUHIGIRWA RUSEMBUKA F., Bonne gouvernance et secteur minier en République Démocratique du Congo
7. NLANDU MAYAMBA T. Le modèle d'homme politique face à l'éthique et à la pauvreté", in Congo-Afrique. n°439, Novembre 2009, Kinshasa
8. AKELE ADAU P., "Défis de la gouvernance et de la démocratie en république Démocratique du Congo", in Congo-Afrique. n°439, Novembre 2009, Kinshasa
9. ESSO FATUMA, les effets de la crise financière sur la croissance économique en République Démocratique du Congo, de 2001 à 2010, Mémoire UNIIS, 2010-2011, Kisangani
10. IMASIMO TIMILALO, Les effets de la crise financière internationale de 2008 sur le marché des produits miniers, cas de l'or, de 2003 à 2010, Mémoire UNIKIS, 2010-2011, Kisangani
11. REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO, Déclaration de la RDC à l'occasion de la conférence des nations -unies sur la crise économique t financière mondiale et son incidence sur le développement, New York, 26 juin 2009
12. BANQUE AFRICANE DE DEVELOPPEMENT, L'effet de la crise financière mondiale sur l'Afrique, n°96, Mars, 2009
13. FOND MONÉTAIRE INTERANATION AL, Impact de la crise financière mondiale sr l'Afrique subsaharienne, Division des services multimédias, 2009,
14. CONFÉDÉRATIONSUISSE, République Démocratique du Congo: Rapport économique annuel 2011, Département fédéral des affaires étrangères, DFAE, 2011
15. KRUGMAN, P. Pourquoi les crises reviennent toujours, éd seuil, Paris, 2008
16. SILEM. A et Alii, Lexique d'économie, 8° éd, Dalloz 2004
17. ESPOSITO ; M, « La véritable histoire de la crise financière de 2008 », outre-terre, 2013/3 N° 33 pp 127-128
18. TOUSSAINT.E, Banque du Sud et

nouvelle crise internationale, éd CARTOR,

Liège 2008

19. [https:// WWW.cairo](https://WWW.cairo). Info/Revue-outre-terre 2013-3-127.htm

20. [https:// fr.n.wikipedia.oeg](https://fr.n.wikipedia.oeg)

21. <https://www.adileiacob.fr> consult le 11 Juillet 2019, 15H30

* LUZOLO MAZUNGA Gloire
E-mail addresses: luzologloire59@gmail.com

Received 10 August 2022; Accepted 24 August 2022

Available online 31 August 2022

2787-0146/© 2022 IJSSASS Ltd. All rights reserved.